

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 2 DECEMBRE 2015**

JP/RT

**OBJET : N° 2.2 ADMINISTRATION GENERALE –
CONVENTION PARTICIPATION CDG 07 –
MNT RISQUE PREVOYANCE - AVENANT -**

L'an deux mille quinze, le deux du mois de décembre à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat.

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,
M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau.
M. James BELLOT, Membre du Bureau,
Mme Dominique CHAGNOL, Membre du Bureau.

Etait absent excusé :

M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat.

M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau.

Etaient absents :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER.

- 1 - Bureau Syndical du 02/12/2015

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : administration@seba-eau.fr - Site internet : www.seba-eau.fr

**OBJET : N° 2.2 ADMINISTRATION GENERALE –
CONVENTION PARTICIPATION CDG 07 –
MNT RISQUE PREVOYANCE - AVENANT -**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Par délibération du 11 septembre 2012, le Bureau Syndical a décidé de se joindre à la procédure de mise en concurrence engagée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Ardèche (CDG 07) pour la passation d'une convention de participation au titre du risque « prévoyance ».

Par délibérations des 8 octobre 2013 et 4 février 2014, il a décidé d'adopter la formule 1, à savoir Indemnité Journalière et Invalidité garantissant un remboursement aux agents à hauteur de 95 %, en précisant que les agents pourront, s'ils le souhaitent, compléter cette formule à titre individuel. Le Bureau Syndical a décidé une prise en charge par la collectivité d'un montant forfaitaire annuel de 75 €uros par anet par agent.

Or, l'article 1001 du code général des impôts, relatif au montant de la taxe spéciale sur les contrats d'assurance (TSCA), a été modifié par la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la Sécurité Sociale pour 2014. La taxe applicable aux contrats d'assurance relatifs à des opérations individuelles et collectives à adhésion facultative passe ainsi de 9 % à 14 % en fonction des conditions d'adhésion prévues au contrat.

Le Conseil d'Administration du CDG 07, par délibération du 1^{er} juillet 2015, a souhaité faire évoluer la convention vers un contrat « responsable » et choisir l'option qui consiste à baisser légèrement les taux de cotisation en supprimant le questionnaire médical et en instaurant un stage d'un an à la place.

Les conditions d'adhésion aux garanties proposées dans le cadre de la convention de participation et les taux de cotisation sont modifiés à compter du 1^{er} octobre 2015. Après négociation sur l'impact de la hausse de la TSCA, le taux de cotisation adopté par le Centre de Gestion de l'Ardèche, correspondant à la formule 1 adoptée par le SEBA, passe de 1,59 % à 1,57 %, les autres taux relatifs aux options éventuellement choisies par les agents restent inchangés. Désormais, le questionnaire médical, pour le cas où l'agent aurait dépassé les délais impartis pour adhérer sans condition, est supprimé. Il est remplacé par un délai de stage d'un an à l'adhésion.

En conséquence, il est proposé au Bureau Syndical :

- D'approuver le projet d'avenant au contrat de prévoyance,
- D'autoriser le Président à le signer.

Après en avoir délibéré, le Bureau Syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL